

ENTRETIEN AVEC WILL WACHTMEISTER, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE MICROPOWER EUROPE

Il faut mener de front efficacité énergétique et renouvelables

Par Dafydd ab Iago

Micropower Europe s'est récemment ajoutée à la liste des représentations professionnelles à Bruxelles. L'association, qui compte parmi ses membres Mitsubishi, E.ON, British Gas New Energy, Wisper Tech, et Windsave, vise à promouvoir les produits associés à la micro-génération, mais aussi à encourager l'efficacité énergétique dans l'environnement construit. Europolitique s'entretient avec son secrétaire général, Will Wachtmeister.

En quoi Bruxelles a-t-elle besoin de votre association de promotion de l'efficacité énergétique et des renouvelables ?

Nous préconisons une approche holistique de la réduction de la consommation d'énergie et des émissions de carbone dans l'environnement bâti. Nous ne disons pas que les renouvelables sont la réponse à tout, ou que l'efficacité énergétique a toutes les réponses, mais nous disons que toutes deux en ont. Il faut soutenir toutes les technologies disponibles – n'en soutenir qu'une ou deux ne mène pas loin. Séparer efficacité énergétique et renouvelables ne donne généralement que des résultats sous-optimaux. Comme ces produits sont bientôt amenés à devenir légion, il nous faut régler des questions courantes les concernant.

La directive sur les renouvelables vous satisfait-elle ?

Nous appuyons sans réserve la législation dans son ensemble. Un point important consiste à veiller à ce que la directive ne résulte pas en un abaissement des normes, notamment en matière de pompes à chaleur – le fait que l'électricité utilisée pour faire fonctionner la pompe sera plus propre ne signifie pas qu'il faut abaisser la barre de ce qui entre dans la catégorie des renouvelables. Nous estimons qu'il ne faut pas perdre de vue le fait qu'augmenter la part des renouvelables dans la consommation d'énergie implique des investissements importants en réduction d'énergie autant qu'en renouvelables : c'est ce qu'indique le considérant 17 de la directive.

Vous parlez de « réduction d'énergie », et non d'efficacité énergétique

L'efficacité énergétique est un moyen de

parvenir à une fin. Ce qui compte, c'est dans quelle mesure elle comprime la consommation d'énergie. A strictement parler, les objectifs 20-20-20 qu'ont convenus les Etats membres début 2007 parlent d'augmenter l'efficacité énergétique pour atteindre l'objectif d'une économie d'énergie de 20 % de la consommation d'énergie de l'UE. Ceci parce qu'il est possible de mieux utiliser l'énergie mais tout en consommant plus – les frigos à faible consommation d'énergie sont très bien, mais si les gens en achètent plus, il n'y aura pas nécessairement une moindre consommation d'énergie.

Qu'attendez-vous du nouveau Parlement ?

Nous ne nous attendons pas à ce que ce Parlement soit moins ambitieux que le précédent. Micropower Europe appuie tous les amendements parlementaires apportés à la directive sur la performance énergétique des bâtiments. Nous incitons le Conseil mené par la présidence suédoise à maintenir ce degré élevé d'ambition, reflétant l'urgence du problème climatique et la nécessité de s'attaquer à l'usage de l'énergie dans les bâtiments.

Quel message adressez-vous aux Etats membres et à la présidence ?

La présidence française a à son actif une directive sur les énergies renouvelables très ambitieuse. Avec la Suède, un pays exemplaire sur l'efficacité énergétique, il doit être possible de maintenir si non la lettre, au moins l'esprit de la position du Parlement sur la directive relative à la performance énergétique des bâtiments (PEB). Nous mettons le Conseil en garde contre toute édulcoration de l'abolition complète du seuil de 1000 m² à une réduction à 250. Les données de la Commission indiquent

que l'abolition du seuil de 1000 m² stimulerait un investissement de 8 milliards d'euros par an, générant un retour annuel de 25 milliards d'euros en factures d'énergie allégées.

N'est-il pas délicat de prôner d'investir en pleine récession ?

A titre d'exemple, deux de nos membres (Mitsubishi et WisperTech) ouvrent en Europe des unités de production de pompes à chaleur et de micro-cogénération. Ils créent des emplois et des produits verts en pleine récession en Espagne et au Royaume-Uni. En soutenant la micro-génération, l'UE se rapproche très rapidement des objectifs 20-20-20, mais aide aussi à accélérer



« Augmenter la part des renouvelables dans la consommation d'énergie implique des investissements importants en réduction d'énergie autant qu'en renouvelables »

la reprise économique, tout en dotant les économies d'aptitudes et de savoir-faire pour l'avenir.

Le mode de subvention des énergies au national est-il satisfaisant ?

Prenons un exemple : la Grèce a un climat agréable, bien adapté au chauffage solaire. Elle ne subventionne pas les panneaux solaires mais le chauffage électrique via un taux réduit de TVA sur l'électricité. C'est une erreur. En subventionnant l'utilisation d'énergie conventionnelle par une TVA réduite, les Etats membres encouragent une surconsommation désastreuse pour l'environnement. Si la mesure était abolie dans les quatorze Etats membres concernés, la consommation d'énergie baisserait de 1 % au niveau des 27. La mise en œuvre ne coûterait pas un seul cent. Nous sommes reconnaissants que la question du taux de TVA ait été revue au cours de la consultation sur le plan d'action pour l'efficacité énergétique, et que le Parlement souhaite traiter la question via la directive PEB. ■